



## **COMPTE-RENDU CHSCT NORD DU 05/06/20 (COVID-19)**

Avant de commencer le point de situation des administration suite à la phase 2 du déconfinement, la CGT Finances a dénoncé le mépris de l'administration dans la transmission des documents de travail. Encore une fois, nous avons reçu des documents de travail très tardivement (la veille à 21h pour beaucoup de documents). Il nous est impossible de défendre efficacement les conditions de travail des collègues dans ses conditions.

Nous avons également interpellé la DRFiP sur la non-transmission du taux de présentiel. Elle nous a expliqué ne pas être en mesure de transmettre au jour le jour ces données. Nous nous en sommes étonnés car le DG communique à tour de bras sur ces chiffres, dont on peut s'interroger de la fiabilité...

Si le taux de 60 % annoncé par le DGFIP se confirmait, la 2<sup>e</sup> phase du déconfinement aurait entraîné une hausse de 10 à 15 % de présentiel alors que les risques n'ont pas évolué. Comment continuer à assurer la distanciation sociale avec un présentiel toujours plus important ?

### **DRFiP**

Malgré les longs discours de la représentante de la DRFiP au CHSCT, nous n'avons obtenu que très peu d'informations nouvelles.

Un audit national a été commandé par le DG sur les conditions sanitaires COVID-19. Pour la DRFiP Nord, une liste de sites non définitive nous a été communiquée : Villeneuve d'Ascq, Dunkerque, Saint-André, Kennedy. La DRFiP a assuré ne disposer d'aucune information sur les modalités de cet audit, ni les raisons.

La DRFiP n'envisage aucune limite au retour des collègues en présentiel. Elle a fait état de nombreux m<sup>2</sup> disponibles dans les locaux afin de pouvoir installer l'ensemble des collègues, dans le respect des mesures de distanciation sociale (merci les suppressions d'emplois !). La CGT Finances a dénoncé une course effrénée de la DRFiP59 à faire revenir les collègues sur place alors que nous sommes toujours en état d'urgence sanitaire. A titre comparatif, l'ensemble des autres administrations restent bien en-deçà d'un présentiel de 50 %.

Les mesures organisationnelles extraordinaires (ASA garde d'enfant, personnes fragiles, journées banalisées, absence d'écèlement...) sont maintenues jusqu'à nouvel ordre ; un changement de doctrine pouvant survenir à tout moment. Bien que la CGT Finances apprécie que ces mesures soient maintenues, l'incertitude sur leur durée est loin d'être rassurante pour nous et nos collègues.

La CGT Finances a, par ailleurs, déploré une nouvelle fois l'absence de volonté de déploiement de « Tiny à la maison » pour favoriser le télétravail, qui reste le meilleur moyen de se protéger du virus.

Nous sommes également revenus, sans succès, sur la non-fourniture de masques pour les collègues utilisant les transports en commun alors que les douanes en fournissent à leurs agents.

### **DIRCOFI Nord**

Le présentiel se maintient aux alentours de 30 % depuis le 11 mai. Depuis le 2 juin, la seule évolution concerne le retour en présentiel des télétravailleurs : ils ont désormais l'obligation de venir dans leur service au minimum 1 jour par semaine, jusque 3 jours sur la base du volontariat (auparavant 1 jour maximum).

La CGT Finances ne comprend pas ce changement de position. Le télétravail doit rester la règle. En forçant à revenir en présentiel les collègues en télétravail, la direction fait le choix de courir le risque de contaminer de nombreux collègues alors que rien ne l'y oblige.

### **ENDT**

La semaine du 2 juin a connu une forte hausse du présentiel avec un bond de 26 % à 45% suite au passage du grand oral des inspecteurs (en présentiel pour ceux qui ne pouvaient le passer en visio) et la formation des inspecteurs principaux (14 collègues). Le présentiel devrait redescendre la semaine prochaine avec la fin du grand oral, mais remontera ensuite un peu avec la formation en présentiel des inspecteurs divisionnaires (11 collègues). Bien que les locaux de l'école permettent d'accueillir ce nombre plus important de collègues, il est impératif de veiller au respect des mesures sanitaires.

### **INSEE**

Très peu d'informations nouvelles, mais comme la DIRCOFI, l'INSEE force à présent tous les collègues (pourtant équipés en télétravail) à revenir en présentiel au moins 1 jour par semaine (3 jours pour les chefs de service). Aucune nouvelle information n'a pu nous être communiqué sur les enquêteurs.

### **Douanes**

A l'instar des autres administrations, peu d'informations nouvelles.

Les tests effectués sur les cas contact suite à un test positif COVID19 d'un agent d'Arras BSI s'étant avérés négatifs, l'unité a repris son activité.

Concernant les services OP/CO-AG, même si un certain nombre de collègues reprennent certains jours en présentiel, pour l'instant la progressivité semble de mise et le travail à domicile reste important.

Le présentiel en douane est limité par la situation des unités dont l'activité est toujours impactée par l'épidémie (Lille Gare, Lille Ferro et Lesquin aéroport). Les seules missions assurées sont le tri postal et des renforts auprès de services routiers, dans l'attente de la reprise du trafic aérien, celle à plein régime du trafic ferroviaire, ainsi que la réouverture de la frontière belge le 15 juin. La reprise du trafic de voyageurs pour le secteur trans-Manche est incertaine.

La CGT Finances a interrogé sur les séances de tir. Les directions ont indiqué rester dans l'attente des protocoles permettant de reprendre ces formations. A noter que celles-ci comprendront un volet concernant le tir HK (sur lequel nous demandons une vigilance particulière sachant que les collègues chargés de ses armes opèrent en binôme).

Suite à une note de la DG des Douanes, certaines séances TPCI devraient reprendre. Elle se cantonneront à une approche théorique et à des rappels concernant la sécurité des contrôles.

La CGT Finances a obtenu une réponse positive concernant une demande des moniteurs TPCI et tir pour l'obtention de divers matériels de protection dédiés à cette activité (gel hydroalcoolique, gants, masques ...).

### **Budget CHSCT**

Lors de l'étude du budget, nous avons eu la mauvaise surprise d'apprendre que la présidente avait pris la liberté de dépenser près de 25 000 € pour des dépenses liés au COVID-19 (achat de gel, gants, lingettes etc.) sans aucune concertation ni information des représentants du personnel.

Alors que les administrations se targuaient d'acheter le matériel nécessaire pour protéger les collègues, elles oublièrent de préciser que ce n'était pas sur leur budget propre, mais sur celui du CHSCT (facile de dépenser l'argent qui n'est pas le sien). La CGT Finances a dénoncé cette accapuration du budget du CHSCT par la présidente et les différentes administrations. Les DG doivent alimenter les budgets des directions locales pour affronter la crise, et non siphonner le budget des CHSCT qui est déjà raboté d'année en année.

Vous trouverez en annexe les projets validés lors de cette réunion.